ResearchGate

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: https://www.researchgate.net/publication/309770441

Les migrations climatiques, un risque de sécurité pour l'Europe ?

Article · January 2015

CITATIONS
0

READS
378

1 author:

Etienne Piguet
Université de Neuchâtel
86 PUBLICATIONS **2,719** CITATIONS

SEE PROFILE

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:

CliMig View project

Migrant Entrepreneurship: Mapping Cross-Border Mobilities and Exploring the Role of Spatial Mobility Capital View project

All content following this page was uploaded by Etienne Piguet on 12 December 2016.

The user has requested enhancement of the downloaded file.

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

LES MIGRATIONS CLIMATIQUES, UN RISQUE DE SÉCURITÉ POUR L'EUROPE?

par **Etienne PIGUET**

Le risque de déplacements de populations liés aux changements climatiques est évoqué dès les premiers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC 1990), mais on peut précisément dater à 2007 la véritable prise de conscience de cet enjeu, en parallèle à la publication du 4e rapport du GIEC (IPCC 2007). Dans son influent ouvrage, Nicholas Stern relève « qu'une pénurie de ressources de plus en plus grave, une désertification, des risques de sécheresse et d'inondations et un niveau des mers en élévation pourraient pousser des millions de personnes à migrer » (Stern 2007, 128). Plusieurs ONG publient cette même année des rapports traduisant leurs préoccupations sur ce sujet[1].

Aux Etats-Unis, le centre d'études navales, une ONG formée d'anciens généraux et amiraux[2], met également les mouvements de demandeurs d'asile et de réfugiés fuyant les catastrophes climatiques en bonne place parmi les problématiques futures (*CNA's Military Advisory Board* 2007, 18). Cette prise en compte progressive va culminer le 17 avril 2007, lors de la première séance du Conseil de sécurité (CS) de l'ONU dédiée au changement climatique : le thème des migrations y sera central, au côté de la sécurité alimentaire, des ressources en eau et des conflits (Boas 2015). En 2011, ce thème est traité dans une autre session du CS au cours de laquelle Ban Ki-Moon indique que les réfugiés de l'environnement seront susceptibles de « transformer la géographie humaine de la planète »[3].

Le thème prend aussi une large place dans les médias et les préoccupations du public[4]. Dans son ouvrage à succès « Les guerres du climat », Harald Welzer affirme que « l'Amérique et l'Europe devront à l'avenir se protéger plus efficacement contre le flot croissant des réfugiés chassés par l'évolution du climat : famine, problèmes d'eau, guerres et dévastations provoqueront une pression énorme sur les frontières de [ces] îlots de prospérité »[5].

Avec la publication il y a quelques mois du cinquième rapport du GIEC, le lien climat/migration/sécurité reste pleinement à l'ordre du jour. Fait symptomatique : c'est dans un chapitre (12) nouvellement créé et intitulé « Sécurité humaine », que sont rassemblées les synthèses du GIEC relatives aux migrations[6]. D'alarmants rapports continuent à être produits et mettent en avant les migrations comme des risques majeurs associés aux changements climatiques (CNA's Military Advisory Board 2014 ; King et al. 2015), mais de nombreux experts – GIEC y compris – sont plus nuancés sur la possibilité de migrations internationales catastrophiques.

Trois phénomènes environnementaux jugés probables à très probables par le GIEC, sont considérés comme ayant un impact potentiel sur les migrations :

1. l'intensification des cyclones tropicaux ;

2. l'aggravation des sécheresses ;

3. l'élévation du niveau des mers.

La question se pose du lien *direct* de ces évolutions avec des déplacements de populations via des destructions de ressources (eau, nourriture, etc.) et de capital (bâtiments, infrastructures). Un lien *indirect* peut aussi découler des dégradations environnementales au cours de conflits générant des déplacements de populations, mais il ne sera pas abordé dans le présent article. Si des travaux récents ont mis en lumière des liens entre environnement et violence[7], la complexité et le caractère secondaire par rapport à des facteurs contextuels politico-économiques (Gleditsch 2012), est une évidence ; toute extrapolation générale relative aux migrations serait donc aventureuse.

LES CYCLONES TROPICAUX

Les cyclones tropicaux apparaissent brutalement et provoquent des déplacements de population, dont l'ampleur varie considérablement selon la densité de population des zones touchées : à quelques dizaines de kilomètres près, une métropole peut être épargnée ou non, ce qui rend toute prévision difficile. Selon plusieurs études détaillées, la plupart des cyclones entraînent des déplacements internes de courte durée, plutôt que des migrations de lointaines ou de longue durée. Les populations touchées n'ont souvent pas les moyens

(1) Jakobeit and Methmann 2007 ; Christian Aid 2007 ; Friends of the Earth 2007
(2) https://www.cna.org/mab/
(3) Boas 2015, p. 3.
(4) Gemenne 2011.
(5) Welzer 2009, 22.
(6) http://ipcc-wg2.gov/AR5/report/full-report/
(7) Hsiang, Burke, and Miguel 2013 ; Kelley et al. 2015

de partir loin et reviennent en général pour reconstruire leur habitation dans la zone sinistrée. Paradoxalement, des événements extrêmes de courte durée peuvent même attirer des migrants : dans le cas du tsunami de 2004 dans l'Océan Indien, des parents sont venus s'installer dans la région pour secourir leur famille et les projets de reconstruction ont attiré des travailleurs migrants d'autres régions (Paul, 2005 ; Naik, Stigter & al, 2007).

Cependant, les enquêtes à grande échelle montrent qu'une zone soumise à des catastrophes répétées connaît généralement des taux d'émigration plus marqués. Plusieurs études montrent ainsi qu'une fréquence élevée d'inondations, de tempêtes ou d'ouragans incite les habitants à quitter leur ville ou leur pays[8]. Globalement, s'il semble avéré que cyclones tropicaux, inondations et pluies torrentielles fréquents peuvent engendrer des migrations de longue distance et/ou prolongées, le phénomène reste néanmoins limité. Comme l'ont souligné Kniveton & al. (2008), le niveau de vulnérabilité peut être extrêmement différent d'une région à l'autre ; il faut que la société concernée soit largement dépendante de l'environnement pour sa survie et que les facteurs sociaux exacerbent l'impact de la catastrophe, pour qu'une migration importante se produise.

LES SÉCHERESSES

Le dernier rapport du GIEC considère qu'une aggravation des sécheresses sera associée au changement climatique dans certaines régions du monde, alors que d'autres seront épargnées. Par comparaison avec les cyclones, la pénurie d'eau pour la consommation humaine et l'irrigation a une incidence beaucoup moins brusque et génère des modèles de mobilité plus progressifs. Les données empiriques en la matière sont contrastées. Il existe d'une part de nombreux cas répertoriés de mouvements massifs de population attribués aux sécheresses en Afrique (Sahel, Éthiopie), en Amérique du Sud (Argentine, Brésil), au Moyen-Orient (Syrie, Iran), et en Asie centrale et du Sud. Mais de nombreux chercheurs contestent le lien mécanique entre sécheresse et migration et insistent sur la multiplicité des causes qui déterminent la migration, ainsi que sur les autres stratégies de survie qui s'ouvrent aux populations affectées. Selon Kniveton & al. : « la sécheresse semble provoquer une augmentation du nombre de personnes qui migrent d'une zone rurale à l'autre, à court terme. Elle est par contre sans effet sur les mouvements internationaux de longue distance, voire même les diminue » (2008. 34). Des études locales, entre autres dans le cadre des projets européens de recherche EACH-FOR[9] et « WRF »[10], confirment que la rareté de l'eau et la désertification ont un impact sur les flux migratoires, mais essentiellement sur de courtes distances et que leur impact est modifié par de nombreuses autres variables.

Il existerait donc bien un lien entre déficit pluviométrique et migration, mais il reste largement dépendant d'autres facteurs contextuels et, là encore, il serait hasardeux de spéculer sur une augmentation inéluctable des migrations internationales en relation avec la sécheresse.

Jamaique, 2007
Après l'ouragan Dean

Photo credits: EC/ECHO

(8) Voir Saldana-Zorilla (2009) pour le Mexique, Naudé (2008) pour l'Afrique subsaharienne, Reuveny & Moore (2009) pour les pays en développement et Afifi & Warner (2008) pour un échantillon de 172 pays du monde.

(9) *Environmental Change and Forced Migration Scenarios* : www.each-for.eu

(10) *Where the Rain Falls* : http://wheretherainfalls.org/

L'ÉLÉVATION DU NIVEAU DES MERS

Le lien entre élévation du niveau de la mer et migration définitive semble lui beaucoup plus direct et certain. En effet, l'élévation presque irréversible du niveau de la mer se manifeste de manière plus ou moins linéaire sur une longue période de temps. En l'absence d'infrastructures de protection (digues, polders), elle rend une migration définitive inéluctable, mais permet des départs progressifs et planifiés. Cette élévation est également au cœur des manifestations les plus spectaculaires et médiatisées du changement climatique, telles que la disparition éventuelle d'États insulaires.

Comparée à d'autres événements climatiques, l'élévation du niveau de la mer est un phénomène pour lequel nous disposons de très peu de données historiques. Les conséquences de cette élévation sont par contre prévisibles et localisables avec une certaine fiabilité, car la configuration des côtes, leur altitude et leur peuplement s'intègrent dans des systèmes d'information géographique (SIG) assurant simulations et projections. Il est donc possible de calculer – à l'échelle mondiale – le nombre de personnes vivant dans les zones côtières basses et menacées par la montée des eaux, les grandes marées, les vagues de forte amplitude, la salinisation ou encore l'érosion côtière.

MacGranahan & al. définissent les « zones côtières basses » comme situées à une altitude de moins de 10 mètres[11]. Même si ces zones ne représentent que 2,2 % des terres émergées de la planète, elles sont habitées par 10,5 % de la population mondiale, soit environ 602 millions d'individus, dont 438 millions vivent en Asie et 246 millions dans les pays les plus pauvres du monde (carte ci-contre).

Ces chiffres ont de quoi inquiéter, mais il serait prématuré de conclure que tous seront obligés d'évacuer leurs habitations dans un avenir proche et *a fortiori* que les déplacements devront se faire sur de longues distances. Le dernier rapport du GIEC évoque une hausse massive du niveau des mers (7 mètres en moyenne), en cas de fonte de la couverture glaciaire du Groenland, mais un tel scénario ne se produirait qu'à l'échéance de plusieurs siècles. Une augmentation de 0,3 à 0,8 mètres du niveau de la mer est par contre envisagée pour la fin du XXIe siècle et il semble donc raisonnable de considérer que les populations vivant à une altitude de moins de 1 mètre (150 millions de personnes environ) sont directement vulnérables (Nicholls et al. 2011). Trois quart de ces populations vivent dans les deltas des grands fleuves et les estuaires d'Asie du Sud (Indus, Gange et Brahmapoutre, etc.) et en Asie (Mékong, Yangzi, rivière des Perles, etc.).

Bien que beaucoup moins peuplées, certaines îles sont les plus menacées à court terme, car elles sont situées à quelques centimètres seulement au-dessus du niveau de la mer. Lorsque ces îles sont des états indépendants, leur submersion pourrait déboucher sur des formes inédites de populations apatrides. Ce risque existe mais ne doit pas être surestimé[12] : parmi les 39 États membres de l'Association des petits États insulaires (AOSIS), seuls 3 ont une altitude maximale inférieure à 10 mètres : les Maldives (300.000 habitants / altitude max. de 2m.), Tuvalu (10 000 hab. / 5 m.) et les îles Marshall (63 000 hab. / 6 m.). Les Bahamas (346.000 hab. / 63 m.), Nauru (10 000 hab. / 65 m.) et Kiribati (100.000 hab. / 81 m.) ont, quant à eux, des altitudes maximales de moins de 100 mètres. Dans le cas des Bahamas, le relief général, mais aussi les moyens dont dispose le pays pour des mesures de protection, rendent

> « *ON PEUT DONC ESTIMER À CINQ LES ÉTATS MENACÉS DE DISPARITION ET À 500.000 L'EFFECTIF DES APATRIDES POTENTIELS*

une disparition de l'État très improbable. Nauru et Kiribati pourraient devenir partiellement inhabitables, car le premier est constitué d'un plateau central aride entouré d'une étroite bande côtière, tandis que le point culminant de Kiribati se trouve sur une île désertée et que l'altitude moyenne des autres atolls est de 3 à 4 mètres. On peut donc, sur cette base, estimer à cinq les États menacés de disparition (les Maldives, Tuvalu, les îles Marshall, Nauru et Kiribati) et à 500.000 l'effectif des apatrides potentiels.

Les dégradations environnementales contribuent à générer des flux migratoires, et le réchauffement climatique provoquera sans aucun doute, d'importants déplacements forcés au cours des prochaines décennies. Il ne faut cependant pas tomber dans les discours catastrophistes évoqués en introduction : les déplacements de populations resteront majoritairement internes aux États, auront lieu sur de courtes distances et seront souvent réversibles. La montée du niveau des mers pourra avoir, à long terme, des conséquences migratoires durables et massives, mais des mesures de protection seraient à même de diminuer la pression au départ (Piguet, Pécoud, and de Guchteneire 2011). Plusieurs

Fait avec Philcarto (www.philcarto.free.fr). Par R.Besson et R.Kaenzig
Données : Center for international Earth Science Information Network (CIESIN), Columbia University

SUITE P.14 ...

(11) Guzman et al. 2010.
(12) Piguet, 2012.

recherches récentes ont par ailleurs montré que la mobilité, ultime recours de populations soumises à des dégradations environnementales, pouvait aussi être une réponse efficace permettant – par le biais de transferts de fonds vers le lieu d'origine par exemple – de mieux faire face aux aléas climatiques (Piguet and Laczko 2014).

Ces constats n'enlèvent rien aux inquiétudes suscitées par le réchauffement climatique en termes de sécurité globale, mais ils invalident dans le même temps l'idée que des migrations internationales soudaines et massives pourraient déferler sur les pays les plus riches et nécessiter des mesures de protection. L'image populaire du « réfugié climatique », par sa connotation d'urgence et de fatalité, est donc à appréhender avec prudence. Elle peut favoriser la prise de conscience des enjeux par les médias et le grand public en « donnant un visage humain » au changement climatique, mais elle risque aussi d'alimenter des réflexes xénophobes en désignant les mouvements de population comme constituant, par définition, un risque de sécurité ■

Etienne PIGUET

Etienne PIGUET est Professeur à l'Université de Neuchâtel, en Suisse, et Vice-président de la Commission fédérale des migrations. Il est éditeur-réviseur du 5e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat GIEC/IPCC[13] (chap. 13 – WGII).

E. PIGUET donnera une conférence sur ce thème, dans le cadre du colloque « Dynamiques sociales et changement climatique » à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, le vendredi 30 octobre 2015.

→ Etienne.piguet@unine.ch
→ Twitter @EtiennePiguet

BIBLIOGRAPHIE

- Adger, W. N., N. W. Arnell, R. Black, S. Dercon, A. Geddes, and D. S. G. Thomas, 2015. *Focus on environmental risks and migration : causes and consequences*. *Environmental Research Letters* 10 (6):060201.
- Boas, I. 2015. *Climate Migration and Security: Securitisation as a Strategy in Climate Change Politics*. New York.
- Christian Aid. 2007. Human tide : *The real migration crisis.*
- CNA's Military Advisory Board, 2007. *National security and the threat of climate change*. Alexandria, Virginia : Center for Naval Analyses.
- ———. 2014. *National security and the and the accelerating risks of climate change*. Alexandria, Virginia : Center for Naval Analyses.
- *Friends of the Earth*, 2007. *Citizen's guide to climate refugee*. Fitzroy : FoE Australia.
- Gemenne, F. 2011. *How they became the human face of climate change. Research and policy interactions in the birth of the "environmental migration" concept*. In *Migration and climate change*, eds. E. Piguet, A. Pecoud and P. De Guchteneire, 225-259. Cambridge : Cambridge University Press.
- Gemenne, F., J. Barnett, W. N. Adger, and G. D. Dabelko, 2014. *Climate and security : evidence, emerging risks, and a new agenda*. *Climatic Change* 123 (1):1-9.
- Gleditsch, N. P, 2012. *Whither the weather ? Climate change and conflict*. *Journal of Peace Research* 49 (1):3-9.
- Guzman, J. M., G. Martine, G. McGranahan, D. Schensul, and C. Tacoli eds, 2010. *Population Dynamics and Climate Change*. Geneva : UNFPA-IIED.
- Hsiang, S. M., M. Burke, and E. Miguel, 2013. *Quantifying the Influence of Climate on Human Conflict*. *Science* 341 (6151).
- IPCC. 1990. Climate Change : The IPCC Impacts Assessment - *Report prepared for Intergovernmental Panel on Climate Change by Working Group II*, eds. W. J. M. Tegart, G. W. Sheldon and D. C. Griffiths Canberra : Australian Government Publishing Service.
- ———. 2007. Climate Change 2007 - *Intergovernmental Panel on Climate Change Fourth Assessment Report on scientific aspects of climate change*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Jakobeit, C., and C. Methmann, 2007. *Klimaflüchtlinge (Climate refugees)*. Hamburg : Greenpeace.
- Kelley, C. P., S. Mohtadi, M. A. Cane, R. Seager, and Y. Kushnir, 2015. *Climate change in the Fertile Crescent and implications of the recent Syrian drought*. *Proceedings of the National Academy of Sciences* (March 2, 2015).
- King, D., D. Schrag, Z. Dadi, Q. Ye, and A. Ghosh, 2015. *Climate change : a risk assessment*. Cambridge Centre for Science and Policy - University of Cambridge.
- Kniveton, D., K. Schmidt-Verkerk, C. Smith, and R. Black, 2008. *Climate change and migration : Improving methodologies to estimate flows*. Geneva : IOM (International Organization for Migration).
- Nicholls, R. J., N. Marinova, J. A. Lowe, S. Brown, P. Vellinga, D. de Gusmão, J. Hinkel, and R. S. J. Tol, 2011. *Sea-level rise and its possible impacts given a 'beyond 4°C world' in the twenty-first century*. *Phil. Trans. R. Soc. A* 369 (1934):161-181.
- Piguet, E., 2012. *Des apatrides du climat ? Annales de Géographie* 683:86-100.
- Piguet, E., and F. Laczko eds, 2014. *People on the move in a changing climate. The Regional Impact of Environmental Change on Migration* : Springer Netherlands.
- Piguet, E., A. Pécoud, and P. de Guchteneire eds, 2011. *Migration and climate change*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Stern, N., 2007. *The Economics of Climate Change*. Cambridge : Cambridge University Press
- Welzer, H., 2009. *Les guerres du climat - Pourquoi on tue au XXIe siècle*. Paris (traduit de l'allemand par Bernard Lortholary) : Gallimard.

(13) *Intergovernmental Panel on Climate Change.*

View publication stats